

La direction HSE sème  
la panique au TCR :  
Audit le avec des  
fleurs !

# *l'étincelle*

Fiat-Renault :  
Agnelli et Senard,  
de la fusion à la  
confusion

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 18 juin 2019

## **Acte II : pas de coup de théâtre**

La semaine dernière, le Premier ministre Édouard Philippe a présenté « l'acte II » de la présidence Macron. Le gouvernement compte continuer ses réformes au service des plus riches. Il compte les imposer sans faire de remous, une fois les élections européennes passées, tout en misant sur le fait que les dernières manifestations de Gilets jaunes rassemblent moins de monde. Mais les cendres sont encore chaudes. Et voilà que s'étend la grève des urgences, ce miroir grossissant de l'ensemble de la situation sociale.

### ***L'hôpital en état d'urgence***

Alors que le nombre de patients accueillis aux urgences a doublé en 25 ans, sans que les effectifs suivent, les soignants doivent entasser les malades dans les couloirs après les avoir fait patienter des heures. Des conditions inhumaines et intenable, qui entraînent parfois le décès de patients et poussent les soignants à l'épuisement... et à la révolte.

Ils réclament une augmentation de salaire de 300 euros, des embauches et des moyens supplémentaires. Tout le monde du travail peut se reconnaître dans cette lutte qui touche maintenant plus de 110 services d'urgences.

La ministre de la Santé, Agnès Buzyn, a fait miroiter aux urgentistes, jeudi dernier, une enveloppe de 70 millions d'euros. En fait un cadeau très gonflé, d'une part parce que l'annonce de la « prime Buzyn » de 100 euros (très circonscrite) est loin de leurs revendications salariales. D'autre part parce qu'il faut retirer des 70 millions annoncés les 15 millions d'euros destinés à la période estivale, ni plus ni moins que ce qui est prévu habituellement en remplacement des congés d'été.

### ***Play or not play Bac***

Les salariés de Radio France sont appelés à la grève mardi 18 juin, contre un plan de réduction d'effectifs à coups de prétendus « départs volontaires », une « réorganisation du temps de travail » et la suppression de jours de congés.

Du côté des enseignants, cela fait des mois qu'ils protestent contre les réformes de l'Éducation nationale : suppression de plus de 2 000 postes dans les collèges et lycées, baisse des moyens, voie professionnelle sacrifiée, recours à des contrats précaires, flicage des enseignants... Pour se faire entendre, de nombreux enseignants se sont mis en

grève ce lundi lors des surveillances du bac, et se sont rassemblés devant les lycées et les rectorats.

### ***Second acte d'hostilité***

Dans son acte II, le gouvernement prépare une nouvelle réforme des retraites. Pas touche à « l'âge légal », a dit Édouard Philippe, mais « un âge d'équilibre » au-delà de 62 ans, pour inciter à travailler plus longtemps, faute de quoi pas question de toucher sa retraite à taux plein.

Ensuite, cap sur la réforme de la Fonction publique, qui prolonge la promesse de Macron de supprimer 120 000 postes de fonctionnaires. Quant à la réforme de l'assurance chômage, elle va permettre de réduire les aides d'une partie des allocataires (les plus aisés pour amorcer la suite) tout en allongeant la durée d'activité ouvrant droit à l'indemnisation.

### ***Le droit à l'avortement en rideau***

L'application du droit à l'Interruption Volontaire de Grossesse (IVG) est de plus en plus difficile. Les fermetures de maternités et de 130 centres du Planning familial en 10 ans ne font qu'empirer la situation. L'allongement du délai légal de 12 à 14 semaines, voté par le Sénat au début du mois, était peu de chose, mais aurait permis de limiter les drames des grossesses non désirées. Chaque année entre 3 000 et 5 000 femmes vont dans les pays voisins pour avorter après 12 semaines, mais seulement celles qui en ont les moyens.

Mais il n'aura pas fallu 5 jours pour que la ministre de la Santé fasse revoter, et annuler ce texte, par des députés réactionnaires juste capables de faire avorter les avancées des droits des femmes.

Acte I ou II, le gouvernement garde le cap et se montre comme celui des riches et du grand patronat. Tout ce qu'on peut souhaiter à ce second acte, c'est qu'il soulève les colères et sonne la fin de la pièce.

## **Audit soit-il !**

Cette semaine les ateliers du Technocentre passent l'audit HSE (Hygiène Sécurité Environnement). La hiérarchie est sur les dents pour éviter la même note qu'Aubevoye qui a écopé d'un D (insatisfaisant). Les chefs ont multiplié les pré-visites pour vérifier que tout est rangé, étiqueté, affiché, faisant même jeter ce qui pourrait servir demain... Craignent-ils d'être cloués au pilori si leur secteur est mal noté, ou toucheront-ils une prime en cas de bonne note ?

## **Par-audit**

Pendant que les chefs s'activent sur l'audit HSE, la plupart des prestataires échappent à leur attention : entassés dans les secteurs les plus ingrats, sans véritables postes de travail... La direction a même inventé un terme pour cela : le « schéma 3 debout ». Des prestataires qui ne sont ni en « schéma 3 » (c'est-à-dire avec un poste de travail au TCR), ni en « schéma 4 » (c'est-à-dire travaillant dans leur société de prestation). Mais que font les auditeurs ?!

## **Confusion des peines**

Missions annulées, projets stoppés,ancements d'outillage repoussés, voire déplacements refusés à cause d'un péage d'autoroute ! La direction veut réduire les coûts de 5 % par an. Fusion ou pas, c'est la transfusion des économies vers les profits.

## **Le retour du « péril jaune »**

A l'AG des actionnaires de Renault du 12 juin, Jean-Dominique Senard a justifié la fusion avec Fiat par la menace d'un « tsunami » de la concurrence chinoise. Après la « piste chinoise » dans l'affaire des faux espions de Renault, le « complot » japonais contre Ghosn, voici l'invasion du frelon motorisé asiatique. Un pour tous, tous derrière Jean-Do !

## **EuroMilliard**

A l'AG du 12 juin, le vote sur l'attribution des dividendes a fait un tabac : 99,75 % des actionnaires ont voté pour ! A 3,55 euros par action, cela fait plus d'un milliard d'euros de dividendes. On n'est jamais mieux servi que par soi-même.

## **L'éthique de langage**

Le Conseil d'Administration de Renault a tiré un trait sur Ghosn et juré qu'on ne l'y reprendra plus. La preuve : il a créé en son sein un Comité de l'éthique et de la Responsabilité Sociale de l'Entreprise, dirigée par l'ex-présidente du comité des rémunérations, Marie-Annick Darmaillac. On a pu en effet juger son sens de l'éthique des rémunérations sous l'ère Ghosn. Darmaillac est aussi mise en cause dans une enquête pour trafic d'influence au profit du milliardaire Vincent Bolloré dont elle est une collaboratrice. La candidate idéale pour diriger l'éthique.

## **Investir ou s'enrichir, il faut choisir**

Les investissements nécessaires au développement de véhicules autonomes, connectés et non polluants auraient motivé le projet de fusion avec Fiat, selon la direction de Renault. Celle-ci dispose pourtant de 3,5 milliards d'euros de trésorerie, sans compter les milliards d'euros versés au fil des ans en dividendes, primes ou actions gratuites pour les dirigeants...

## **Un amour de l'argent fusionnel**

Le projet de fusion prévoyait de verser des dividendes exceptionnels aux actionnaires des deux groupes. Pour ceux de Fiat, 2,5 milliards d'euros pour compenser une capitalisation de Renault inférieure à celle de Fiat. Et pour les actionnaires de Renault, 750 millions d'euros pour compenser la sous-valorisation des actions Renault au moment de la fusion. De quoi avoir des actionnaires (à) pro-fusion.

## **Etat soeur**

Selon Senard, le ministre de l'économie aurait fait capoter la fusion entre Fiat et Renault car il demandait 5 jours de réflexion supplémentaires ! Qu'importe, pour les patrons, l'Etat ne doit pas se mêler des entreprises... sauf pour sauver les actionnaires de la banqueroute ou leur verser des subventions. Quant à Bruno Le Maire, c'est le ministre des promesses aux salariés, mais qui laisse Ford fermer à Bordeaux ou GM&S licencier dans la Creuse. Le Maire promettait même de faire passer le Code du travail de 3700 à 150 pages s'il était désigné candidat de la Droite en 2017. Alors lui faire confiance pour défendre les salariés de Renault...

## **Un anglais à Paris**

Mike Manley, le Directeur Général de Fiat Chrysler Automobile (FCA), a été vu la semaine dernière à Paris. De quoi relancer les rumeurs d'une reprise des négociations sur la fusion. A moins qu'il ne soit venu pour des affaires « personnelles ». Il confond souvent les deux. Comme lorsqu'il vend 250 000 actions de Fiat le 27 mai, juste après l'annonce du projet de fusion avec Renault, empochant ainsi 3,11 millions d'euros. Manley aurait encore 700 000 actions Fiat, de quoi voir venir. FCA assure que son directeur a vendu ses actions pour « couvrir ses dépenses personnelles ». Et il se dépense beaucoup.

## **La Corée à cri**

1800 ouvriers de Renault-Samsung à Busan en Corée du Sud ont obtenu une prime de 10000 dollars chacun, suite à une semaine de grève pour des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail. Comme quoi par-delà les frontières, les ouvriers, comme les techniciens et les ingénieurs, partagent les mêmes revendications et les mêmes moyens d'action... quoiqu'en disent les nationalistes.